

LE COMMENTAIRE DE **JACQUES CREMER ET CHRISTIAN GOLLIER**

Ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain de la crise !

Faut-il préserver, réformer, refonder ou abattre le capitalisme ? La crise actuelle prouve-t-elle que les succès de l'économie de marché n'ont été qu'un miroir aux alouettes ? Que le remplacement d'un capitalisme de production par un capitalisme financier nous a menés au bord d'un gouffre ?

Personne ne peut savoir avec certitude ce que l'avenir nous apporte et l'ampleur de la crise n'est pas encore connue. Au mieux, presque tous les pays connaîtront une baisse significative de leur production en 2009, ainsi qu'un accroissement important du taux de chômage. Il est impossible de voir clairement plus loin, quoique l'on puisse espérer que les prévisions d'une reprise en 2010 sont plus que des opérations destinées à remonter le moral.

Si on ne peut pas connaître le futur, on peut, par contre, connaître le passé. Et le passé récent montre que le système économique mondial n'a pas si mal fonctionné dans les vingt dernières années ; on ne doit pas récrire l'histoire des vingt ou trente dernières années pour en faire une lente marche vers l'abîme.

La Banque mondiale a publié en 2008 de nouvelles statistiques sur la pauvreté dans le monde. Entre 1984 et 2005 (dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles), la proportion de la population mondiale qui vit avec moins de 1,25 dollar par jour est tombée de 47 % à 25 % (mesures à dollar constant, la base étant l'année 2005, avec des conversions entre monnaies corrigeant les effets purement monétaires et tenant compte des équivalences en pouvoir d'achat). Cette diminution est très inégale. Elle est spectaculaire en Chine où le pourcentage passe de 69 % à 16 % ! En re-

vanche, l'Afrique subsaharienne s'en sort moins bien avec un pourcentage qui passe seulement de 56 % à 51 %. Le même phénomène s'observe si on prend une barre plus élevée de 2,50 dollars, avec une chute au niveau mondial de 74 % à 57 %. En Chine, pratiquement toute la population vivait au-dessous de ce seuil en 1984, alors que la moitié de la population avait un revenu supérieur à ce montant en 2005. Encore une fois, l'Afrique montre les limites de son développement.

Il n'est certes pas concevable de se satisfaire d'une situation où la moitié de la population mondiale vit avec moins de 2 dol-

Les urgences actuelles ne doivent pas nous faire oublier les succès des années récentes.

lars par jour et dans laquelle l'Afrique a tant de mal à décoller. Cela ne doit pas nous empêcher de nous réjouir de l'amélioration du niveau de vie du Sud-Est asiatique – cette amélioration n'est pas un mirage monétaire, mais une réalité : les gens se nourrissent mieux, s'habillent mieux, se logent mieux, passent plus de temps à l'école et ont accès à plus de loisirs et de culture.

La croissance a aussi été solide dans les pays riches. D'après l'OCDE, le taux de croissance des économies occidentales a été de l'ordre de 2 % par an entre 1985 et 2005 (mesuré en produit national brut par tête) dans les pays de l'Europe des Quinze – celle de la France (ou de l'Allemagne) étant de 1,7 % par an, celle des États-Unis de 1,9 % et celle du Royaume-Uni de 2,4 %.

Dans une perspective de long terme, ces taux de croissance sont spectacu-

laire : les spécialistes s'accordent pour dire que, autant que ces chiffres ont un sens, le produit national brut par habitant sur l'ensemble de notre planète, ne s'est pas accru entre 1.000 avant et 1.000 après Jésus ! Ce n'est que vers le début du XX^e siècle que l'on voit des taux de croissance planétaire qui commencent à dépasser le 1 % par an.

Il est vrai que, les pays développés, ces dernières années ont vu un accroissement de l'inégalité des revenus, due surtout à la faible hausse des bas salaires, et que nous faisons face à des problèmes environnementaux importants. Il est aussi vrai que la

crise a commencé à apporter son lot de souffrances. Il faut mettre sur pied les instruments conjuncturels qui permettront d'en sortir. Il est aussi important de mettre sur pied les nouveaux instruments de régulation qui permettront de limiter les risques d'une crise de même ampleur dans les années qui viennent. Mais ces urgences ne doivent pas nous faire oublier les succès des années récentes. Réformons certes, mais il serait criminel de ne pas essayer par tous les moyens de préserver la fantastique machine à sortir des populations de la pauvreté que nous avons pu admirer au cours des trente dernières années.

Jacques Cremer et Christian Gollier
sont chercheurs à Toulouse sciences
économiques (TSE) et à l'Institut
d'économie industrielle (Idei).